



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 05/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MFP MICHELIN (Site des Gravanches)

Place des Carmes-Déchaux
63000 Clermont-Ferrand

Références : [20250805-RAP-63-0759_MICHELIN_Gravanches](#)
Code AIOT : 0005600335

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement MFP MICHELIN (Site des Gravanches) implanté Rue Roland MORENO ZI les Gravanches 63000 Clermont-Ferrand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MFP MICHELIN (Site des Gravanches)
- Rue Roland MORENO ZI les Gravanches 63000 Clermont-Ferrand
- Code AIOT : 0005600335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site MICHELIN des Gravanches, construit en 2001, est spécialisé dans la fabrication de pneumatiques haute performance (véhicules légers, camionnettes et motos GP).

Le site est composé de trois parties principales : préparation / fabrication / après cuisson (vérification-maintenance).

Le site produit environ 5000 pneumatiques par jour.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
2	EDD	Arrêté Préfectoral du 11/10/2021, article 1.7.2	Sans objet
3	Sécheresse - Gestion économe de l'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif principal de la visite était de découvrir le site et ses installations, mais également de faire le point sur les suites données aux précédentes inspections réalisées en 2022 et 2023 (thématiques : risque foudre, sécheresse et désenfumage des ateliers) ainsi que sur les projets en cours et à venir sur le site des Gravanches qui est en forte évolution :

- construction d'un restaurant d'entreprise à l'entrée du site pouvant accueillir 150 personnes (mise en service prévue mi 2026, demande de prise en compte des effets de surpression liés à un éventuel accident de la station H2 voisine qui sont susceptibles d'atteindre le futur bâtiment) ;
- extension des ateliers Préparation et Après Cuisson à l'horizon 2026/2027 (incidence sur les rubriques ICPE et mise à jour de l'EDD du site).

Par ailleurs, les dernières modifications intervenues sur le site (suppression des TAR, actualisation des activités et des parcelles cadastrales, risque foudre) feront l'objet d'un AP complémentaire dont le projet sera adressé prochainement à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p>

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser une vérification complète foudre le 21 juin 2024 par l'APAVE ainsi qu'une vérification visuelle foudre le 20 juin 2025 (résultats conformes).</p> <p>De plus, l'exploitant a présenté les actions mises en oeuvre suite à l'enregistrement d'impact de foudre : par exemple, impact détecté le 1er juin 2025 sur le bâtiment Préparation (visite du toit avec prise de photos pour vérifier l'absence de dégâts au niveau des équipements parafoudre).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : EDD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2021, article 1.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, EDD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une actualisation de l'EDD était attendue en 2024 mais elle a été repoussée à 2026/2027 suite aux projets d'extension présentés à la DREAL qui sont en cours de finalisation (projets MISTRAL et SIROCCO). L'IIC entérine ce report mais alerte l'exploitant sur la construction du restaurant d'entreprise qui a démarré à l'entrée du site des Gravanches et sa proximité avec la station voisine H2 qui produit et stocke de l'hydrogène. Même si ce site n'est soumis qu'à déclaration au titre des ICPE, les phénomènes dangereux susceptibles de se produire ont fait l'objet d'une étude de dangers avec définition des zones d'effet thermique et de surpression en cas d'accident: d'après les cartographies fournies, le restaurant se trouve en limite de la zone d'effet SEI (seuil d'effet irréversible pour l'homme, 50 mbar) et dans la zone des effets indirects par bris de vitre (20 mbar).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société Michelin doit s'assurer a minima que la conception du restaurant, son orientation, la position des vitres ou baies vitrées, le type de verre utilisé, etc... sont bien adaptés à la situation afin de diminuer les impacts sur les personnes en cas d'accident, d'autant plus qu'un projet d'extension du site H2 est connu de l'administration. La DREAL a transmis les coordonnées d'un interlocuteur de l'exploitant ENGIE à la société Michelin afin qu'elle puisse faire toutes les vérifications utiles et adapter le projet du futur restaurant si nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sécheresse - Gestion économe de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de sobriété hydrique
Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : Le site des Gravanches dispose d'un PSH qui a été actualisé en 2025 suite à la suppression des TAR qui ont été remplacées par 7 tours adiabatiques en avril 2024, avec une économie d'eau de plus de 50 % à la clé. La consommation d'eau s'est établie en 2024 à 11245 m ³ , contre 19410 m ³ en 2023. L'exploitant prévoit une consommation inférieure à 10000 m ³ en 2025, ce qui ne le soumettrait plus aux dispositions de l'AM du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE. Par ailleurs, l'exploitant a créé les cadres "Volumes d'eau" sous GIDAF à renseigner en cas d'alerte renforcée ou de crise sécheresse sur le bassin clermontois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra le PSH actualisé du site à l'IIC.
Type de suites proposées : Sans suite